

Libération - vendredi 3 juin 2022

France

Décryptage

Education Les mesures très mesurées de Macron

En déplacement jeudi à Marseille avec son nouveau ministre Pap Ndiaye, le Président en a profité pour faire des annonces peu à même de calmer l'insatisfaction du monde enseignant. Même le retour de l'option mathématiques est perçue comme une rustine inadaptée au calendrier.

Par Elsa Maudet et Marlène Thomas



Emmanuel Macron, jeudi, en visite à l'école Menpent, un des établissements sélectionnés pour expérimenter le dispositif «écoles du futur», à Marseille. - Photo Christophe Simon. AFP

En pleine crise de l'école, Emmanuel Macron choisit de regarder ailleurs. Là où les choses vont bien, nous dit-on, car les enseignants ont les moyens de développer des projets ambitieux. Pour le premier déplacement officiel de son nouveau ministre de l'Education nationale, jeudi, le Président a choisi de se rendre dans une école marseillaise participant à l'expérimentation de «l'école du futur» annoncée par ses soins en septembre. Aux côtés d'un Pap Ndiaye en retrait, il en a profité pour faire quelques annonces, qui laissent une nouvelle fois les enseignants sur leur faim.

L'autonomie des établissements pour tous

C'était l'un des axes majeurs de son programme de candidat : Emmanuel Macron veut mettre le

paquet sur l'autonomie des établissements. Et «*généraliser dès l'automne*» ce qu'il a décidé de lancer à Marseille en septembre, à savoir l'expérimentation de nouveaux projets, rythmes et méthodes d'enseignement ainsi que la participation des directeurs au recrutement des enseignants. «*L'école va mal, la crise du recrutement est terrible, on en est à faire des job datings pour recruter des contractuels, les conditions de travail se dégradent, les enseignants attendent beaucoup du nouveau ministre, et la seule chose qu'on leur répond, c'est "on va généraliser l'expérimentation de Marseille"*», s'insurge Guislaine David, porte-parole du SnuiPP-FSU, syndicat majoritaire dans le primaire. «*On ne veut pas d'un projet libéral qui va mettre en concurrence les écoles entre elles, entre celles où les enseignants seront choisis et d'autres où il y aura des postes vacants.*» Stéphane Crochet, du SE-Unsa, abonde : «*Ce n'est pas l'innovation pédagogique qui fera venir des profs à Créteil ou à Versailles*», les deux académies métropolitaines les plus déficitaires en enseignants.

Alors que l'expérimentation démarrera réellement en septembre à Marseille, son déploiement national apparaît par ailleurs assez cavalier. «*On ne généralise pas une expérimentation tant qu'il n'y a pas de bilan, de comité de suivi, sinon ça ne s'appelle plus une expérimentation. C'est assez scandaleux*», poursuit Guislaine David. Macron, lui, assume d'avancer en marchant : «*On va apprendre de nos erreurs.*»

Du côté du SE-Unsa, on s'interroge sur le réalisme de cette annonce. «*A Marseille, il y a de vrais moyens dédiés, un pilotage institutionnel important, un directeur académique dédié, du temps donné aux équipes pour construire leur projet. Ça, à l'échelle nationale, ça nous semble très compliqué*», indique Stéphane Crochet.

Les mathématiques de retour en option

On peut y lire un aveu d'échec. Disparues du tronc commun avec la réforme du lycée, les maths seront de retour, dès septembre, pour les lycéens de première générale ne choisissant pas cette spécialité. Si une réintroduction obligatoire pour tous les élèves dès la rentrée 2022 avait initialement été envisagée, suscitant l'inquiétude de la communauté éducative face un délai intenable, le gouvernement choisit finalement une voie intermédiaire : l'ajout d'une option facultative d'une heure et demie par semaine. Une passerelle «*pour le faire vite*», s'est justifié Macron, sous-entendant que tous les lycéens pourraient se remettre aux équations en 2023. Les élèves ayant suivi ce nouvel enseignement devraient, eux, pouvoir basculer en terminale vers l'option maths complémentaires (préexistante), selon le Snes-FSU. Ce nouvel enseignement sera accolé en première à l'enseignement scientifique. Jusqu'alors, ces deux heures partagées entre trois matières (SVT, physique-chimie et une mineure de maths) étaient le seul vestige des maths pour les élèves n'ayant pas choisi la spécialité.

«*On sent bien que c'est une annonce qui répond d'abord à un agenda politique avant de répondre à des considérations pédagogiques*», juge la secrétaire générale du Snes-FSU Sophie Vénétiay, en ajoutant «*ça fait très bricolage pour cocher la case promesse tenue*». Cet arbitrage apparaît comme «*plus raisonnable*» à Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-

Unsa, qui appréhende tout de même une mise en œuvre acrobatique. «Il faut qu'on ait un temps nécessaire d'aller-retour avec les familles pour ensuite pouvoir préparer la rentrée, savoir combien d'élèves ont choisi cette option et trouver des profs, qui devront prendre connaissance du programme pour préparer les cours», déroule-t-il.

Cette rustine est pour Sébastien Planchenault, président de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public, «acceptable si elle ne vaut que pour 2022 et qu'est lancée rapidement une véritable réflexion de fond». Si le Snes s'est assuré de l'injection de moyens supplémentaires permettant de proposer l'option dans tous les lycées, reste à rapatrier des élèves ayant initialement écarté la matière. «Les conseils de classe de seconde sont presque tous passés, les élèves ne viennent quasiment plus, je suis assez perplexe sur l'idée que cette option annoncée le 2 juin va toucher plus d'élèves et plus de filles», présage Sophie Vénéitay.

Une revalorisation pour tous les enseignants

Sur la question des salaires des profs, Macron la joue Petit Poucet. Un bout d'info par ci, un bout d'info par là. Lui qui avait d'abord dit que les enseignants gagneraient plus à condition de travailler plus - en acceptant de nouvelles «missions» - avait adouci son propos lors du débat de l'entre-deux-tours face à Marine Le Pen en affirmant qu'outre cette revalorisation sous conditions, une augmentation «inconditionnelle» des salaires, de l'ordre de 10 %, serait mise en place. Sans jamais lever le flou sur le nombre de professeurs concernés. Jeudi à Marseille, il a cette fois affirmé : «Il y aura une amélioration de la rémunération pour tous les enseignants.» Sans préciser les modalités. Via le dégel du point d'indice, attendu à l'été, uniquement ? Du même montant pour les débutants et les profs en fin de carrière ? Sous forme de prime ou de salaire ? Au niveau de l'inflation ? Mystère.

«L'augmentation sans condition, pour tout le monde, c'est ça qui doit prévaloir. L'augmentation avec conditions, c'est la ligne rouge, alerte, quant à elle, Sophie Vénéitay, pas dupe des effets d'annonce. [...] On a entendu Emmanuel Macron dire des choses parfois très méprisantes sur les enseignants, on demande à voir clairement ce qu'il y a derrière.» Un enseignant débutant, à qui l'on demande la détention d'un bac + 5, gagne aujourd'hui 1,1 Smic. Une donnée loin d'être étrangère à la crise du recrutement dans l'éducation nationale.